

**GOUVERNANCE, MIGRATIONS ET DEVELOPPEMENT
LOCAL EN CÔTE D'IVOIRE : LE CAS DES VILLAGES
MULTIETHNIQUES DE LA S/P DE HIRE**

**GOVERNANCE, MIGRATION AND LOCAL DEVELOPMENT
IN CÔTE D'IVOIRE: THE CASE OF THE MULTIETHNIC
VILLAGES OF THE S/P DE HIRE**

Dabé Laurent OUREGA (Enseignant-Chercheur)

*L'Université Jean Lorougnon Guédé (UJLoG) Daloa (Côte d'Ivoire)
UFR des Sciences Sociales et Humaines
Département de Sociologie et Anthropologie
ouregalaurent@yahoo.fr*

KOUA Effo Fabrice (Enseignant-Chercheur)

*Université Jean Lorougnon Guédé (UJLoG), Daloa (Côte d'Ivoire)
UFR des Sciences Sociales et Humaines
Département de Sociologie et Anthropologie
fabrice.koua@gmail.com*

Correspondence address:

L'Université Jean Lorougnon Guédé (UJLoG) Daloa
Côte d'Ivoire
UFR des Sciences Sociales et Humaines
Département de Sociologie et Anthropologie

Cite this article

Dabé, L., KOUA, E. (2024). Gouvernance, migrations et développement local en côte d'ivoire : le cas des villages multiethniques de la s/p de HIRE. International Journal of Economics and Management Sciences, volume 3 (2), pp. 62-89

Submitted :

Accepted :

Résumé

Les migrants, généralement perçus comme une menace pour les zones d'accueil, sont utiles pour le développement local. Dans la sous-préfecture de Hiré, l'observation révèle que les villages qui ont accueilli les immigrants connaissent « un niveau de développement assez poussé » et sont devenus plus attractifs que ceux qui sont relativement mono-ethniques nonobstant les délocalisations qu'ils ont connu dans leur histoire. Par ailleurs, en dépit de la différenciation sociale dont les migrants sont l'objet, ceux-ci participent au développement de ces villages d'accueil. Sur la base de ces constats, l'étude vise à mettre en évidence les facteurs sociaux explicatifs du développement des villages multiethniques par rapport aux villages mono-ethniques dans cette localité. À partir d'une approche qualitative et de l'analyse de contenu, l'étude montre que le développement des villages multiethniques s'explique par l'autonomie socioéconomique et politique dont bénéficient les migrants. D'une manière précise, elle révèle que le progrès des villages multiethniques est lié : 1) à l'histoire de la fondation de ces villages ; 2) au processus de la différenciation sociale à l'intégration sociale des migrants ; 3) et à la gouvernance politique à l'œuvre.

Mots clés : autochtones, migrants, gouvernance, adaptation, développement

Abstract:

Migrants, generally perceived as a threat to host areas, are useful for local development. In the sub-prefecture of Hiré, observation reveals that the villages which have welcomed immigrants are experiencing “a fairly advanced level of development” and have become more attractive than those which are relatively mono-ethnic, notwithstanding the relocations they have experienced. in their history. Furthermore, despite the social differentiation to which migrants are subject, they participate in the development of these host villages. On the basis of these findings, the study aims to highlight the social factors explaining the development of multi-ethnic villages compared to mono-ethnic villages in this locality. Using a qualitative approach and content analysis, the study shows that the development of multi-ethnic villages can be explained by the socio-economic and political autonomy enjoyed by migrants. Specifically, it reveals that the progress of multi-ethnic villages is linked to: 1) the history of the founding of these villages; 2) the process of social differentiation to the social integration of migrants; 3) and political governance at work.

Keywords : indigenous people, migrants, governance, adaptation, development

INTRODUCTION

Les migrants qui sont souvent perçus collectivement comme une préoccupation, voire comme un fardeau (B. Badié et al., 2008, p. 5) sont indispensables pour le développement local. Grâce à la politique d'immigration relativement ouverte, mise en place dans les années 60, la Côte d'Ivoire est devenue l'une des économies les plus fortes d'Afrique, et un grand importateur de main-d'œuvre en Afrique de l'ouest, en particulier à partir du Burkina Faso (OCDE/CIRES, 2017, p.90). Attirés par les possibilités d'emplois agricoles ou non, ces migrants se sont installés dans les régions à plus grands potentiels agro-économiques. Les recensements démographiques de 1998 indiquent que les régions ivoiriennes à fortes immigration sont le Sud-Comoé (25%), San-Pedro (24,7%), le Cavally (22,4%), N'dénié-Djuablin (22,1%) et le Haut Sassandra (17,6%) (F. Akindès, 2008, p. 27). Ces migrants ont créé de nombreux campements dans les zones d'accueil dont certains sont devenus de véritables villages voire des centres urbains pour ce qui concerne le milieu rural. En effet, l'observation des lieux d'établissement des migrants révèle que ces espaces connaissent une croissance socio-économique plus rapide que ceux des autochtones qui les ont accueillis. Comme illustration, dans presque que toutes les villes en Côte d'Ivoire se trouve un quartier Dioula toujours plus grand et plus peuplé. La vie dans ces espaces est plus attractive du fait des activités socioéconomiques et culturelles qui s'y pratiquent (commerce, l'artisanat, la mécanique, etc.).

La sous-préfecture de Hiré ne fait pas exception à la règle. Cette localité a également accueilli plusieurs migrants et les localités ou les villages qui les ont accueillis sont comparativement plus avancés en termes de progrès et de croissance socioéconomique que ceux qui sont relativement mono-ethniques. Sur ce point, les données d'enquêtes montrent que sur les villages qui ont accueilli les migrants ont connu des conflits avec les autres villages voisins. Lesquels conflits (guerres inter-villages, conflits internes) ont été à l'origine de leur déplacement vers de nouveaux sites ou de la création de nouveau village (sites actuels). L'on note ainsi le conflit entre le village de Gogobro et celui de Kagbé, entre Gogobro et Hiré, entre Bouakako et Hiré et celui qui a opposé les populations du village de Zaroko qui a permis la création du village de Douaville en 1980, pour ne citer que ceux-là. Dès lors, quelle est la nature des conflits qui ont occasionné les déplacements ou la création des villages de Hiré, Kagbé et Douaville ? Quels sont les facteurs socioéconomiques et politiques qui favorisent aujourd'hui le développement de ces villages multi-ethniques (Hiré, Kagbé et Douaville) ? Pourquoi les villages relativement mono-ethniques (Gogobro, Zaroko et Bouakako) qui au départ dominaient les rapports sociaux

se sont vus surpasser par les anciens dominés à savoir les villages de Hiré, Kagbé et Douaville devenus des pôles d'attraction ? Comment s'est opéré le progrès « rapide » des localités de Kagbé, Hiré et Douaville au détriment de celles de Gogobro, Zaroko et Bouakako qui détiennent plus de populations et plus de terres cultivables¹ que les trois premières cités à l'exception de Hiré (Chef-lieu de Sous-préfecture qui a une population plus dense) ? En d'autres termes, quels sont les facteurs sociaux qui militent en faveur du développement socioéconomique des villages multi-ethniques de la sous-préfecture de Hiré ?

L'observation de la structuration des rapports sociaux dans les villages multiethniques de la sous-préfecture de Hiré laisse apparaître une différenciation sociale et ethnique entre les autochtones et les migrants. Celle-ci se matérialise par le marquage spatial des identités ethniques qui se traduit par les différences de quartiers entre autochtones et migrants séparés soit par la voie principale du village, soit par une rue ou encore par une frontière naturelle. Sur le plan social, la différenciation est perceptible par la monopolisation du pouvoir central villageois par les autochtones et à la mise à l'écart des migrants des prises de décisions. De ce fait, comment comprendre que dans de telles localités, les migrants sont motivés à prendre part au processus de développement des lieux d'accueil ?

La littérature sur les rapports sociaux entre autochtones, migrants et développement en Côte d'Ivoire fait ressortir deux tendances. La première révèle une intégration assez poussée des migrants qui partagent presque les mêmes espaces avec les autochtones avec une participation des migrants au développement du lieu d'accueil (R. Y. Gnabeli 2007, p 250-253). Même dans un contexte de différenciation entre autochtones et migrants les inégalités structurelles sont retravaillées idéologiquement et transfigurées en éléments de cohésion par les différentes catégories sociales pour le bien-être social (V. Karamoko et E. N. N'goran, 2015, p.46). La seconde met en évidence une différenciation entre les différentes catégories sociales par des assignations identitaires et ethniques de l'espace avec une faible participation des migrants au développement du lieu d'accueil (R. Y. Gnabeli op cit, p 254-257). Les espaces marqués permettent ainsi aux migrants d'être autonomes socialement et politiquement et d'éviter le contrôle des autochtones (A. L. Koffi, 1991). Généralement dans ces localités, les migrants sont dominants démographiquement et/ou économiquement et les autochtones dominent le politique (R. Y. Gnabeli, 2002 b, p.169 ; 2007, p.256). Ces marquages des identités ethniques de l'espace

¹ En effet, 80% des enquêtés migrants installés dans les villages de Kagbé, Douaville et Hiré affirment que leurs tuteurs se trouvent dans des villages de Gogobro, Bouakako et Zaroko. Ils mentionnent que les terres et les plantations dont ils disposent ont été possibles grâce aux habitants de ces villages à travers diverses formes de contrats que constituent l'achat, le don, le planté-partagé ou par d'autres formes de relations sociales (mariages interethniques, liens de parenté).

et/ou l'isolement des migrants des villages d'accueil visent la transplantation des structures et institutions de la zone d'origine vers la zone d'accueil.

Malgré la différenciation sociale entre autochtones et migrants (différence de quartiers, chefferies particulières, activités socioculturelles particulières etc.), à l'œuvre dans la zone d'observation (Hiré, Kagbé et Douaville), les migrants participent au développement des villages qui les ont accueillis (D. L. Ourega, 2023, p 154). Et pourtant, la même littérature sur les rapports sociaux autochtones et migrants démontre que les migrants participent faiblement au développement des lieux d'accueil au profit des lieux d'origine par les transferts de fonds du fait de la différenciation sociale dont ils sont l'objet. Sur ce point, S. Y. Koffi et Y. C. Akoué (2016) montrent que la faible participation des migrants (burkinabè) au développement du lieu d'accueil (Bouaflé) est lié à la faiblesse de leurs revenus agricoles mobilisés ainsi qu'à leur non intégration spatiale et psychologique dans les villages d'accueil. La non intégration spatiale est symbolisée par la ségrégation de l'habitat qui consacre une séparation des autochtones et des migrants. Dès lors, ils externalisent une partie de leurs revenus dans leur pays d'origine.

D'autres auteurs soutiennent que la non-participation des migrants au développement des lieux d'accueil est liée à l'hégémonie de l'autochtonie et de la mise à l'écart des *migrants* des prises de décisions. Cette mise à l'écart s'observe aussi bien sur le plan spatial que social. En ce qui concerne l'espace, A. Schwartz, F. Martinet, et al., (1977) perçoivent la structuration de l'espace comme facteur de mise en évidence de la différenciation sociale et identitaire entre *autochtones* (Bakwé) et *migrants* (Baoulé et burkinabé, maliens, etc.). Ces auteurs pensent que la différence des espaces marqués par les identités ethniques donne sens au « refus » des *migrants* à prendre part au processus de développement et des activités du lieu d'accueil. Cette non implication des *migrants* au processus de développement local est matérialisée par les habitats précaires et de la vie menée hors des villages des autochtones. Pour ces auteurs, le retrait des *migrants* des villages d'accueil et de la vie menée dans les campements environnants est lié à l'hégémonie politique des *autochtones* et à la mise à l'écart des prises de décisions.

Au plan social, J. P. Dozon (1997) se penche sur la revalorisation de l'identité autochtone (locale et nationale) par les autorités politiques et administratives pour donner à la non-participation des *migrants* à l'amélioration de leurs cadres de vie et partant du développement des lieux d'accueil. Cette revalorisation de *l'autochtone* se dirige contre l'intégration socioéconomique de l'immigrant. Elle s'est caractérisée par la création de structures associatives d'originaires qui écartent les migrants des actions de développement menées. Dans

ces conditions, il devient difficile pour les migrants de participer à la vie de la cité malgré les grands moyens financiers dont ils disposent. Ces structures associatives d'originaires des autochtones deviennent ainsi des cadres d'expression des idéologies, des lieux de manifestation de la différence mais surtout de la domination du *migrant*. Allant dans le même sens, F. Akindès (2004), pense que cette mise à l'écart des *migrants* par les *autochtones* (les nationaux) est une tentative de domination des rapports politiques et économiques dans le but d'évincer la domination économique des migrants.

Quant à R. G. Yao (2005), il pense que la non-participation des *migrants (allogènes)* à la modernité villageoise précisément de leurs propres habitats bien qu'ils soient financièrement puissants est liée à la faible intégration à la société d'accueil. Il lie leur non-participation au développement du lieu d'accueil ainsi que les transferts de fonds et les investissements dans la société d'origine aux rapports conflictuels et la marginalisation socio-politique des *migrants (allogènes)* par les *autochtones*. Pour lui, la mise à distance des *migrants* au niveau politique dans les villages d'accueil par les *autochtones* explique le refus de ces derniers à s'impliquer dans le processus de développement. Au niveau symbolique, elle est liée par la déculturation ou encore la négation des propriétés culturelles des allogènes par les locaux. Au niveau social, la non-modernisation de l'habitat est renforcée par le fonctionnement des associations d'originaires (mutuelles de développement) créées par les *autochtones*. Des associations qui, par leurs modes de fonctionnement, convoquent et invitent à moderniser les villages dans le registre de l'origine implicitement réduite à celle des *autochtones*.

Ces différents travaux qui ont traité du rapport de la migration et du développement ont mis en évidence la faiblesse de la participation des migrants au développement du lieu d'accueil. Si les résultats de ces auteurs ont été nécessaires et ont permis de mieux orienter la présente étude, il faut cependant admettre qu'ils ne sont pas l'aboutissement du problème du rapport de la migration et du développement des lieux d'accueil en raison des particularités du phénomène et des zones d'étude (d'observation). L'observation des rapports autochtones et migrants dans les localités de Hiré, Kagbé et Douaville révèle qu'il y a certes une différenciation sociale entre les catégories sociales susmentionnées toutefois, dans leurs divergences, elles œuvrent ensemble pour l'amélioration de leurs conditions de vie. Mieux, les migrants sont plus actifs et investissent dans ces localités qu'ils considèrent comme des espaces vécus du fait de leurs puissances économiques et financières. Partant, cette étude assimile la participation au développement local à l'amélioration des conditions de vie notamment à la construction d'un habitat de type moderne, à la participation au nettoyage des espaces publics du village, des

routes, à la réalisation des infrastructures socioéconomiques d'utilité collective, etc. La cohésion sociale des populations autour de la modernité de leur cadre de vie attire aujourd'hui certains investisseurs dans ces villages multiethniques à telle enseigne qu'ils dominent les trois autres villages relativement mono-ethniques. Sous cet angle, cette étude s'avère utile et apporte des éléments nouveaux dans le domaine de l'étude des rapports sociaux interethniques, du rapport de la migration et du développement des lieux d'accueil.

1. Objectifs

De ce qui précède, la présente étude vise, d'une manière générale, à comprendre les facteurs sociaux explicatifs du développement des villages multi-ethniques de la S/P de Hiré. De manière spécifique, il s'agit de :

Décrire la nature des conflits liés aux délocalisations des villages de Hiré, Kagbé et Douaville en rapport avec le développement desdites localités ;

Cerner le passage du processus de la différenciation sociale à la participation des migrants au développement des lieux d'accueil ;

Analyser le développement des villages de Hiré, Kagbé et Douaville en lien avec la gestion du pouvoir politique.

2. Perspective théorique : la théorie de la résilience

Les données historiques ont révélé que des rapports conflictuels entre les différents villages observés et/ou des conflits internes ont occasionné la délocalisation ou la création des villages de Hiré, Kagbé et Douaville sur les sites actuels. Les populations ont par conséquent abandonné leurs anciennes créations (territoires, maisons, plantations, etc.) furent confrontées à des difficultés d'adaptation. Ces villages ont traversé des problèmes sociopolitiques du fait de la dépendance vis-à-vis des vainqueurs lors des conflits. Par ailleurs, du fait de la faiblesse démographique², les autochtones ont accepté la cohabitation avec les migrants à la recherche de l'or, des commerçants ambulants ou venus comme des manœuvres dans la localité. Dans la cohabitation, les migrants sont l'objet de différenciation sociale à travers les assignations des identités ethniques dans l'espace villageois. Toutefois, ces derniers se sont approprié les quartiers habités et partant le village entier par leurs investissements dans l'habitat comme dans les infrastructures communautaires d'utilité collective. Ils ont ainsi transformé une situation de

² Le cas du village de Douaville. Ce village, lors de sa création comptait 52 autochtones et donc a sollicité l'arrivée des migrants pour pallier le problème d'insuffisance démographique.

différence en une cohésion sociale par l'amélioration du cadre de vie. De point de vue, la théorie de la résilience peut constituer le cadre de référence théorique à l'analyse du rapport migration et développement dans la localité de Hiré. La résilience est l'un des concepts les plus polysémiques compte tenu de son utilisation multidisciplinaire. En effet, il fait parallèlement l'objet d'usage varié en psychologie, en géographie, en écologie, en sociologie, etc. « *Tandis que certains la considèrent comme une qualité, d'autres l'appréhendent comme un processus de mobilisation d'une force insoupçonnée pour surmonter un traumatisme. On remarque cependant que la dimension sociale est au centre de son analyse. Les écologistes se penchent sur les systèmes socio-écologiques, les psychologues l'appréhendent sous l'angle psychosociale, la socio-économie en ausculte les implications sur les conditions de vie des populations et la cohésion sociale* » (K. J. M. Koffi, 2014, p.1). Plusieurs gouvernements (France, U.S.A.) et organisations internationales humanitaires (OCDE, PNUD) ont introduit l'objectif de résilience au sein des politiques de sécurité civile. Si chacune de ces institutions et organisations a développé sa propre définition de la résilience, ce concept désigne de manière commune la capacité d'une société, d'une organisation, d'un individu à surmonter les conséquences d'une crise, la nature de celle-ci pouvant varier très largement en fonction du domaine d'action pris en compte (catastrophe, épidémie, attentat, conflit, famine, crise économique) (L. Bourcart, 2015, p.7-8). Selon Carpenter et Al., (2001, p.765-781), la résilience a une double nature « réactive et proactive ». La première (réactive) est relative à la dimension physique de l'action, visant à rendre le système plus résistant au changement grâce à sa capacité d'autonomie et d'auto-organisation. Elle renvoie à la capacité à faire face à un impact donné. La seconde (proactive) fait référence à la dimension sociale de l'adaptation aux aléas, à savoir la capacité adaptative et le processus d'apprentissage. Elle reflète la capacité de réponse face à l'aléa par le développement de stratégie d'adaptation planifiée. De ce qui précède, il faut noter que la résilience est sous-tendue par les capacités autonomes d'anticipation et de réactions face aux crises, aux difficultés. Dès lors, il peut être formulé l'hypothèse selon laquelle, le développement des villages multi-ethnique de la S/P de Hiré, en dépit des déplacements qu'ils ont connu et de la différenciation sociale à l'œuvre, s'explique par la capacité de chaque catégorie sociale à surmonter la domination de l'autre et à se créer une autonomie socioéconomique et politique.

3. METHODOLOGIE

3.1. Champ géographique de l'étude

La présente étude s'est déroulée dans la Sous-préfecture de Hiré dans le département de Divo (Région du Lôh Djiboua). Celle-ci compte au total six (06) villages (Hiré, Kagbé, Douaville, Gogobro, Zaroko et Bouakako) qui ont servi de base de collecte de données. Les trois premiers sont relativement mono-ethniques et les trois derniers sont multi-ethniques. Le choix de cette localité a été motivé par le souci d'observer et de travailler sur des processus sociaux contrastés sous au moins deux rapports : la situation des villages qui, dans l'histoire, ont constamment connu des délocalisations (déplacements) devenus aujourd'hui plus développés, attractifs et relativement dominants dans les rapports inter-villageois. Par ailleurs, contrairement à ce que démontre la littérature sur le rapport migration et développement du lieu d'accueil en situation de différenciation sociale, dans cette zone, dans ces villages déplacés devenus multiethniques, les migrants participent au développement local. Pour ce faire, une certaine catégorie d'acteurs ont été sélectionnés pour recueillir les données.

3.2. Critères de sélection et l'accès aux enquêtés

La variété des situations observées à la fois dans les rapports sociaux interethniques, à la migration et au développement local, a nécessité la mobilisation de l'approche qualitative et des entretiens semi-directifs pour le recueil des données.

De ce fait, la population cible a été constituée selon les critères du statut social et du temps. Cela a conduit à la technique de l'échantillonnage systématique et de boule de neige. L'ethnographie des conflits, les observations (grille d'observation) et des entretiens semi-directifs (guide d'entretien) ont orienté vers les acteurs concernés le plus souvent des chefs de village, des chefs de communautés ethniques, des notables, des présidents des groupements associatifs. En plus de ces catégories sociales, les institutions administratives publiques (Mairie, Sous-préfecture, Gendarmerie, Police), et privées (administrations aurifères) qui entreprennent des actions de développement local ont été avisées. La mobilité sociale de certains enquêtés pour des obligations communautaires (funérailles, mariages, voyages, etc.) a rendu nécessaire l'utilisation des appels téléphoniques soit pour des compléments d'informations, soit pour un approfondissement des entretiens. Le choix des enquêtés se justifie comme suit :

Les structures administratives et politiques ont été sélectionnées en tant qu'institutions chargées, d'orienter ou qui mènent des actions de développement local ;

Le choix des chefs, des notables, les chefs de communautés ethniques se justifie par le fait qu'ils sont les premiers acteurs en interaction pour le développement local, mais surtout qui ont une connaissance de l'histoire de la création des villages, de l'arrivée et de l'installation des migrants dans les villages ;

Les présidents des groupements associatifs ont été visités parce qu'ils sont souvent les initiateurs de travaux de nettoyage des espaces publics villageois et des équipements d'utilité collective.

Au-delà des leaders d'opinion, les entretiens ont concerné toute personne susceptible de détenir des informations et qui a été conseillée. En fonction des catégories d'acteurs, différentes thématiques ont été abordées. Celles-ci ont été plus ou moins relatives à l'accès aux ressources, la gestion des projets communautaires, les conflits interethniques, l'accès et la gestion du pouvoir politique (chefferies et associations). Les données recueillies ont fait l'objet d'une retranscription pour une analyse de contenu.

3.3. Les déroulements de l'enquête et les conditions de production des données

Les entretiens se sont déroulés à la fois individuellement et collectivement. Les entretiens de groupe ont permis de déceler des relations intra-groupe et intergroupe, de comprendre les enjeux des conflits internes et inter-villages. En tant qu'originaire de la zone d'étude, chaque voyage effectué (funérailles, visites, fêtes, etc.) a constitué un moment d'enquête. L'entretien est souvent l'objet d'une négociation suivie de l'assurance des uns et des autres sur l'utilisation des informations mises à notre disposition. Cette difficulté d'insertion dans le milieu enquêté est corrigée à travers le chef du village qui convoque les chefs des communautés migrantes pour nous introduire à l'avance en les informant de notre présence. Les informations obtenues ont été analysées à travers l'analyse de contenu thématique.

3.4. L'analyse de contenu thématique

L'analyse de contenu thématique a offert les moyens de déterminer les rationalités qui sous-tendent les conflits liés à la gouvernance des villages. Elle s'est caractérisée par l'organisation des données puis par une phase de mise en relation afin de dégager les significations que chacun des acteurs donne individuellement ou collectivement à leurs actions. Elle consiste à analyser les entretiens un par un selon les catégories ou thématiques définies (catégories d'analyse), à procéder à l'établissement des fiches d'analyse et aux codages qui consistent à découper le texte en morceaux puis à lui attribuer une catégorie : l'unité syntaxique (les phrases elles-mêmes), l'unité sémantique (les idées exprimées) ou l'unité psychologique (leur contexte). Il s'agit pour

chaque question posée de classer les réponses obtenues par groupe de réponses identiques afin de saisir la tendance générale et de dégager les opinions collectives des enquêtés. Ce travail a permis d'obtenir le résultat ci-après selon lequel, le développement des villages multi-ethnique de la S/P de Hiré, en dépit des déplacements qu'ils ont connus et de la différenciation sociale à l'œuvre, s'explique par la capacité de chaque catégorie sociale à surmonter la domination de l'autre et à se créer une autonomie socioéconomique et politique. Trois points essentiels constituent le substrat de ce résultat au regard de la codification : le code A renvoie à l'historique de la fondation des villages multiethniques a permis de comprendre les conflits et leurs impacts sur le développement local ; le code B correspond à la thématique des positions et des prises de décisions a révélé les rapports entre les différentes chefferies, le processus de la différenciation à l'intégration sociale ; le code C qui renvoie à la thématique relative à la participation développement local a donné le point sur la gouvernance des villages multiethniques, l'autonomie des catégories sociales et le repositionnement social des migrants et la mobilisation de ces dernier dans le processus de développement local du lieu d'accueil.

4. RESULTATS DE L'ETUDE

4.1. Conflits intra et inter-villages : facteurs de déplacement de création des villages de Hiré, K agbé et Douaville

Parler des conflits à l'origine des déplacements et de la création des villages de Hiré, Kagbé et Douaville revient à décrire l'histoire de ces villages et de leur peuplement ainsi que la capacité d'adaptation des populations sur ces nouveaux sites et à faire une analyse descriptive et comparée du niveau de développement de ces villages par rapport aux villages voisins mono-ethniques. La description de ces différentes histoires obéit à l'ordre de la création de ces villages.

4.2. Historique de la création des villages de Hiré, Kagbé et Douaville

4.2.1. Conflits inter-familiaux et la fondation du village de Hiré ou (Gbadjédougou)

Les Dida de la sous-préfecture de Hiré (les watto) seraient venus de plusieurs contrées pour s'installer dans le village de Sékpéko. Le fondateur du village de Hiré (Gbadjê) serait venu du canton Gbadi dans la région du Gôh (Gagnoa) avec sa famille et un groupe d'individus pour s'installer aussi dans le village de Sékpéko. Du fait de sa population devenue nombreuse et incontrôlables le village de Sékpéko s'est éclaté. Alors, Akrin, fils de Gbadjê décida de créer un village qu'il nomma Gbadjédoukou en l'honneur de son père. Village qui a pris le nom de

Hiré du fait de la présence des arbustes appelés « Yré ». L'éclatement du village de Sékpéko a donc donné naissance à six villages : Gogobro, Hiré, Douzoko (actuel Bouakako), Zaroko, Siasia et Dadoua. Les deux derniers villages n'existent plus. Par contre, deux autres ont été créés suite aux conflits intra-villageois ou interfamiliaux. Il s'agit des villages de Kagbé et de Douaville.

S'agissant de Hiré, il faut dire que ce village a connu une délocalisation de son site initial. En effet, suite à un conflit qui l'a opposé au village de Gogobro, les populations de Hiré se sont retrouvées en exil dans le village de Bouakako. Là-bas, un premier conflit les aurait opposés à leurs hôtes au cours d'un jeu d'awalé. Ce conflit aurait été réglé par leur « neveu » Sakpé Titré qui les aurait conduits à Bouakako, son village natal. Quelques années plus tard, un deuxième conflit aurait éclaté au cours d'une soirée dansante entre les mêmes antagonistes. Alors, Sakpé Titré décida de les installer dans son campement³ (à l'endroit actuel où se trouve la mairie de Hiré). Les gens de Hiré auraient vécu à cet endroit jusqu'au jour où Sakpé Titré aurait été accusé par ses « frères » de Bouakako d'avoir ensorcelé un enfant. Accompagné par un « frère », il aurait décidé d'aller jurer pour s'innocenter. A leur retour, son « frère » aurait eu un malaise et mourut. Depuis ce jour, Sakpé Titré aurait pris la décision d'enterrer ses *parents* dans son campement qui est devenu le village de Hiré après son décès.

Un jour du retour des champs, une femme du nom d'Ekepeu Gbahonon, aurait découvert au pied d'un arbre déraciné au lendemain d'une tornade, des pierres luisantes. Elle les aurait présentées à son père qui, auparavant, avait dit aux villageois que ses génies avaient prévu que les hommes de Hiré connaîtraient la richesse et le développement. C'est la découverte de l'or qui engendra l'arrivée et l'installation des *migrants* baoulés vers les années 1910. L'information étant parvenue qu'il y avait « énormément » de l'or dans le sous-sol de Hiré, ce fut alors une véritable ruée de *migrants* baoulé vers Hiré. Petit à petit, vers les années 1940, un village-baoulé fut créé et devient plus grand et plus peuplé que le village dida. Ainsi, naquirent deux villages à savoir le village de Hiré-dida et celui de Hiré-baoulé. Les malinkés qui arrivèrent peu après les Baoulés s'installèrent d'abord aux côtés du village dida puis progressèrent vers le village baoulé. Grâce à l'arrivée et à la présence des *migrants*, le village de Hiré est devenu démographiquement et économiquement plus important que les autres villages voisins. Il est devenu le chef-lieu de la Sous-préfecture depuis 1976. Il est composé de plusieurs quartiers

³ Le campement désigne une case construite à proximité de la plantation du fait des longues distances qui séparent souvent les plantations du village.

dont un quartier dida qui correspond à ce qu'était l'ancien village avant l'arrivée et l'installation des *migrants* démographiquement dominants⁴.

Le village de Hiré abrite plusieurs communautés ethniques dont les plus importantes sont les Dida, les Baoulés, les Sénoufos, les Malinkés, les Burkinabé et les Maliens. Ces différentes communautés ethniques en fonction des origines géographiques et culturelles se définissent soit comme des unités homogènes et occupent les mêmes espaces (quartiers) soit se différencient spatialement. Ce marquage des identités ethniques dans l'espace villageois traduit les rapports sociaux différenciés entre les autochtones et les migrants.

Cette histoire permet de comprendre d'une part que les terres situées à l'interface de la voie principale sur lesquelles sont installés les migrants appartiennent au village de Bouakako. D'autre part, de comprendre l'inscription des migrants dans les relations du tutorat avec les populations du village de Bouakako qui se réclament de façon symbolique, les propriétaires terriens à Hiré. Cette situation relative à la terre a été à l'origine de plusieurs conflits entre le village de Bouakako et celui de Hiré. En effet, dans les rapports sociohistoriques, les populations du village Bouakako ont dominé ceux du village Hiré en tant que les maîtres de terre. Ils procédaient par conséquent à la libation pendant les cérémonies culturelles officielles, lors des réunions des villages avec les autorités administratives et politiques. Cette situation est renversée depuis les années 1990 puis renforcée avec l'exploitation moderne de l'or dans la localité. Cela est perceptible dans le discours de R. A. conseiller du chef du village de Hiré :

« Alors qu'un jour, nous étions réunis à la place publique de la mairie avec les différentes autorités politiques et administratives du département de Divo, il a été demandé de procéder à la libation afin que la cérémonie puisse commencer. Pendant que nous étions en train de nous concerter, un dida du village de Bouakako s'est levé pour faire la libation. J'ai automatiquement demandé qu'on lui arrache la bouteille de liqueur parce qu'on ne peut pas être dans notre village et c'est quelqu'un autre qui va demander la bénédiction. Depuis lors, c'est nous qui faisons les libations pendant les cérémonies à Hiré. »

Depuis lors, l'on assiste à une réorganisation institutionnelle des rapports sociaux autochtones et migrants, mais aussi vis-à-vis des villages voisins et particulièrement vis-à-vis de celui de Bouakako qui se réclamait le propriétaire terrien. Leur capacité de résistance est perceptible par le fonctionnement au sein d'un centre urbain multiethniques comme le seul village légitime

⁴Sur une population totale de 17 941 habitants, les Dida comptent 2 016 habitants contre 15 835 migrants. Source : Institut National de la Statistique (R. G. P. H.), 1998.

(dénommé Hiré-village par opposition à l'ancienne désignation de quartier dida). Au-delà de la reconnaissance de l'espace marqué par les autochtones comme village, ceux-ci font fonctionner leur pouvoir politique au-delà des limites géographiques de cet espace reconnu pour l'étendre aux autres communautés ethniques ou quartiers. C'est la seule chefferie centrale et traditionnelle de la ville qui est reconnue officiellement par les autorités administratives⁵. Il ressort de ce fait que le village de Hiré a résisté à la domination du village de Bouakako pour se construire une autonomie sociale et politique en tant que village à part entière.

4.2.2. Conflit inter-familial et la création du village de Kagbé ou « Zabia »

Après l'éclatement de Sékpéko, Opla Goudé aurait créé le village de Gogobro. Suite à un conflit lié à l'adultère, le chef du lignage dont l'un des membres aurait été inculpé décida de quitter le village sous la menace des autres pour deux raisons : éviter un affrontement et la minorité démographique de son lignage. Ils se sont installés à environ deux kilomètres du village de Gogobro en disant en ces termes "N'kagbé" qui signifie se mettre en hauteur. D'où le nom de Kagbé donné au village. Confrontés à un problème d'eau et à des conflits armés avec les villages voisins (Hiré, Gogobro, Bouakako, etc.), ils vont quitter cet endroit pour un autre site aux alentours de deux rivières. Ce site a été découvert par un chasseur nommé Gowè Kouéhi. L'accès à l'eau a amené les populations à s'y installer définitivement. Ce fut l'abandon de l'ancien village qu'on nomme aujourd'hui "Kagbé Gbaka" Gbaka qui signifie ancien donc ancien Kagbé. Quant aux migrants, leur arrivée dans le village est relative aux activités commerciales. Le premier de ces groupes est arrivé vers les années 1950 à la recherche des peaux de bananes qu'il échangeait contre le sel. Ensuite, arrivèrent d'autres migrants à la recherche de cola. Les migrants à Kagbé sont pour la plupart originaires des régions des savanes du Nord de la Côte d'Ivoire et des pays voisins. Ils sont composés des sénoufos, des malinkés, des burkinabé des maliens, des guinéens et des baoulé. La dernière catégorie (les baoulé) ne réside pas dans le village mais plutôt dans des campements satellites. Les migrants sont devenus aujourd'hui démographiquement plus dominants⁶. Plusieurs migrants ont quitté le campement de Gnedagba-carrefour relié au village de Gogobro pour aller s'installer à Kagbé à cause du refus des autochtones de leur octroyer un cimetière.

Le village de Kagbé s'est quant à lui aussi déféré à la domination du village de Gogobro pour devenir socialement et politiquement autonome. Sa dépendance du village de Gogobro était liée

⁵ Arrêté n°159/PRSB/PD/CAB du 22 septembre 2009, portant nomination du chef de Hiré-village.

⁶ Sur 7 945 habitants que compte le village les Dida sont 907 contre 7 038 migrants. Source : Institut National de la Statistique (R. G. P. H.), 1998.

au fait que le chef de lignage qui a fondé le village de Kagbé était « le frère cadet » dans l'ordre de naissance de celui qui était resté à Gogobro. Après son départ, il a gardé les relations de fraternité avec ce village voisin. Il ne pouvait entreprendre une action, une rencontre avec d'autres villages sans l'avis de son « frère aîné » voisin. Aujourd'hui, ce village jouit de son autonomie politique et sociale.

4.2.3. Conflit de gouvernance politique et la création du village de Douaville

Le village de Douaville aurait été créé en 1980. Il est composé de dida, burkinabé, malien, baoulé, sénoufo, malinké, etc. Il compte au total trois quartiers qui correspondent à des assignations identitaires. La création de ce village fait suite à un conflit lié à la gestion du pouvoir politique dans le village de Zaroko. En effet, démis de ses fonctions de chef du village, Kouadio Doua, ses conseillers et d'autres membres du village issus majoritairement de la famille Sacodobré auraient décidé de créer leur propre village⁷. Arguant de la position géographique du village de Zaroko (situé sur une colline d'environ 400 mètres de haut), le choix du site a porté sur un plateau, à proximité de la voie reliant les départements de Divo et d'Oumé en passant par Hiré. Dans une correspondance adressée le 18 mars 1980 aux autorités administratives (Sous-préfet et Préfet) de Divo, ils évoquèrent les raisons suivantes qui, pour eux, constituaient une entrave au développement économique et social du village : difficulté d'accès à l'eau du fait de la colline, difficulté d'accès à la route qui conduit aux villes les plus proches (Hiré, Oumé et Divo), la mort des femmes pendant les accouchements et des cas de maladies graves, etc. Cependant, n'atteignant pas un nombre « assez suffisant »⁸ pour fonder un village autonome, ils sollicitèrent les *migrants* installés dans un campement proche appelé « neuf kilo⁹ » (avec plus de 400 habitants) de se joindre à eux. C'est après avoir obtenu l'autorisation de l'Administration (du préfet de Divo) que Kouadio Doua mourut en 1980. Ses partisans décidèrent de l'enterrer sur le site du *nouveau* village. Sa mort fut une motivation à l'installation des membres de sa famille qui surveillaient la tombe alternativement. Le village

⁷ Les cinquante-quatre (54) personnes qui étaient motivées à créer le village ont été traduites en justice pour des faits de troubles dans le village et de désorganisations sociopolitiques et familiales.

⁸ Pour être érigé en village tout campement doit disposer d'une population d'au moins cinq cents (500) habitants dont soixante pour cent (60%) sont autochtones ; un procès-verbal de l'Assemblée Générale de consentement du village de rattachement, accompagné de la liste de présence légalisée et du ressort territorial légalisé, indiquant la liste exhaustive des campements rattachés au village ; un procès-verbal de l'Assemblée Générale portant sur la dénomination du futur village en tenant compte du patrimoine culturel national ; un plan de lotissement agréé par le Ministre de la Construction et de l'Urbanisme; la majorité des habitations doit être de type moderne. Par ailleurs, le campement doit disposer d'infrastructures d'une école primaire, d'un centre de santé, d'un marché, d'une adduction en eau potable, d'un centre culturel, d'un terrain de sport. Critères émis par le Ministère en charge de l'Intérieur ne reposant pour l'instant sur aucun fondement juridique.

⁹ Le nom « neuf kilo » pour signifier la distance de neuf kilomètres qui séparaient le campement au village de Didoko (actuellement sous-préfecture) qui dominait les rapports commerciaux à cette période dans la localité.

prenait alors l'appellation de Zaroko II, ensuite de Zaroko-douaville et enfin le nom Douaville à l'honneur du fondateur Kouadio Doua.

La participation à la fondation du village de Douaville est une ressource idéologique mobilisée par les *migrants* pour justifier la construction des habitats et la mobilisation autour des projets d'aménagement et d'équipements d'utilité collective. Ils s'approprient ce village comme un espace vécu et non comme un espace de vie. L'invitation à la création du village en commun dont ils ont été l'objet de la part des Dida fonde leur mobilisation à la participation au développement comme le souligne A. P., un notable dida :

« Il faut préciser que nous qui étions motivés à quitter le village de Zaroko étions au nombre de cinquante-quatre (54) personnes. Alors, n'atteignant pas le nombre requis pour créer un village à cette période, nous avons écrit une lettre au préfet de Divo au nom des allogènes et des allochtones installés dans un campement proche (le campement se trouvait à environ 1km avec plus de 400 habitants) pour lui dire qu'on avait besoin d'un espace un peu plus large pour construire d'autres habitations pour éviter de détruire les plantations. La réponse à cette requête fut positive en notifiant qu'il fallait d'abord obtenir l'autorisation préalable des propriétaires terriens. »

De ce qui précède, il ressort que la position géographique participe au « progrès rapide » des villages Hiré, Kagbé et Douaville. Situés en bordure de petites rivières et relativement sur des plateaux, ces localités sont favorables aux forages. Les récits de vie sur le processus d'installation des *migrants* dans ces villages montrent que la situation géographique et la faiblesse démographique des Dida ont favorisé leur sédentarisation. Comme le souligne P. A « on a surtout eu besoin des dioulas, pour éviter de dépendre du village de Zaroko. Avec 54 personnes, on serait considérés comme un campement. Tous nos problèmes seraient réglés par le chef de Zaroko. Donc la présence des étrangers a facilité la signature des documents par le préfet. » L'étranger constituait ainsi une main d'œuvre agricole, renforçait la croissance démographique et le prestige du village. L'importance d'un village se mesurait à cette époque à la taille de sa population (E. Terray, 1969, p. 360). C'est pourquoi, à son arrivée, le *migrant* est sous la tutelle d'un « logeur » (autochtone) qui s'occupe de son installation et lui octroie une parcelle de terre. Il participe ainsi au développement et contribue à l'agrandissement du village d'accueil¹⁰. L'acquisition de terre a participé à la reconversion des migrants qui sont

¹⁰ Pratiquement en Côte d'Ivoire, les villages ou les localités qui se sont érigées en villes et qui se sont développées sont des villages/les localités qui ont accueilli des *migrants* venant du Nord ivoirien à cause du développement des activités commerciales par ces populations.

passés de commerçants ou manœuvre à des agriculteurs autonomes travaillant pour la plupart à leur propre compte.

4.3. Analyse descriptive et comparée du niveau de développement des villages de la Sous-préfecture de Hiré (multi et mono-ethniques)

Au regard des différentes infrastructures socioéconomiques et des équipements modernes d'utilité collective réalisés dans les différentes localités observées de la Sous-préfecture de Hiré, il ressort que les villages multiethniques comparativement aux villages mono-ethniques sont plus avancés en termes de développement. En effet, au-delà de Hiré chef-lieu de Sous-préfecture qui détient le plus grand nombre d'infrastructures socioéconomiques et d'équipements collectifs, les villages de Kagbé et de Douaville sont respectivement les suivants. L'on note à Kagbé plus de dix (10) magasins d'achat de produits agricoles, l'ouverture récente du bar, plus de quinze (15) boutiques permanemment ouvertes, la construction d'un collège privé, les salles de jeux vidéo, une école primaire devenue centre d'examen d'entrée en sixième etc. Du fait de ces infrastructures, le village de Gogobro qui auparavant dominait les rapports sociaux est devenu dépendant. La majeure partie des agriculteurs dépendent des acheteurs des produits agricoles de Kagbé, de Hiré ou de Douaville. Les élèves de Gogobro sont obligés de se rendre à Kagbé pour prendre part à l'examen de l'entrée en sixième et même pour les périodes de loisir. Il en est de même en ce qui concerne le village de Douaville qui abrite un collège moderne de proximité, plus de dix (10) magasins d'achat de produits agricoles, des boutiques et de nombreux restaurants. Ce village de par sa position par rapport à la voie qui relie Divo, Hiré et Oumé, attire de nombreux investisseurs. De ce point, collège privé et un hôtel y sont en construction. Ce village est devenu tellement attractif à telle enseigne que pour obtenir un lot pour la construction d'une maison, il faut déboursier environ une somme de deux cent cinquante mille francs (250 000 f) contrairement aux autres villages où le lot est de cinquante mille francs (50 000f). Comme le mentionne le chef du village : « *la majeure partie des ressortissants des villages voisins y ont acquis ou prévoient y prendre un terrain pour bâtir un logement* ». Cette ruée vers ce village s'inscrit dans sa perception comme un village d'avenir.

5. Du processus de la déconstruction de la différenciation sociale à l'intégration et de la mobilisation des migrants au développement des villages de Hiré, Kagbé et Douaville

Il est question dans cette partie de mettre en évidence comment les migrants qui sont l'objet d'une différenciation sociale ont pu transformer ces rapports différenciés en des rapports de

collaboration et d'intégration et de révéler les facteurs et/les enjeux de leur mobilisation au développement du lieu d'accueil.

5.1. De la différenciation sociale à l'intégration

L'observation des rapports sociaux interethniques dans les villages Hiré, Douaville et Kagbé révèle une différenciation sociale entre les autochtones et les migrants. Cette différenciation se traduit du point de vue spatial par le marquage des identités ethniques dans l'espace villageois. De ce fait, les différentes catégories sociales en fonction des origines, de l'ethnie, des pratiques culturelles et religieuses occupent un espace ou un quartier et une partie du cimetière au sein du village. Sur le plan économique, chaque acteur social possède son moyen de production qui peut être une plantation, un véhicule de transport en commun, un logement, une boutique, un magasin de vente ou d'achat de produits agricoles. Au niveau social, la différenciation est perceptible par l'organisation des cérémonies culturelles du lieu d'origine (mariages relativement endogamiques, fêtes traditionnelles, funérailles habillement, nourriture, etc.). Au niveau politique, au-delà de la chefferie centrale du village dominée par les autochtones, ce sont les chefferies particulières constituées sur la base des lieux d'origine, de l'ethnicité ou de la religion pour le règlement des conflits.

Cette organisation socio-spatiale à l'œuvre dans les villages multiethniques susmentionnés entre autochtones et migrants participe d'une relative autonomie dans la production économique, culturelle, dans la gouvernance politique et une autonomie culturelle et sociale de chaque catégorie sociale. Malgré cette différenciation sociale et ethnique, ces assignations identitaires de l'espace (différence de quartiers, chefferies particulières, activités socioculturelles particulières etc.), à l'œuvre dans la zone d'observation, les migrants participent au développement des villages qui les ont accueillis dans la Sous-préfecture de Hiré.

En effet, de par l'autonomie acquise, les migrants investissent aisément dans l'agriculture, le commerce, l'habitat et mettent en place des formes de gouvernance politiques qui leurs sont propres et qui reflètent l'organisation sociale du lieu d'origine. Dès lors, la différenciation sociale apparente à travers la différence de quartier, de chefferie, d'association, etc. devient une sorte d'intégration sociale par l'autonomie de gestion qu'elle confère. Il s'agit là, d'une déconstruction de la différenciation qui fonctionne comme une intégration sociale. Cette capacité à disposer de soi économiquement et politiquement est de nature à favoriser la participation au processus du développement local (construction d'habitat de type moderne,

nettoyage des espaces publics, des routes, cofinancement à la construction et/ou à la réhabilitation des infrastructures sociocommunitaires d'utilité collective, etc.).

5.2. De la mobilisation des migrants au développement local

Si les migrants participent au processus du développement des villages de Hiré, Kagbé et Douaville, c'est parce que ceux-ci ont créé les conditions de leur sédentarisation. Par conséquent, plusieurs facteurs militent en faveur de cette mobilisation des migrants. Comme indiqué plus haut, la participation des migrants au développement du lieu d'accueil s'observe par le cofinancement des projets d'aménagement et d'amélioration du cadre de vie. Ces différents projets sont relatifs à la détention d'un habit de type moderne, à la construction et/ou la réhabilitation collective des infrastructures socioéconomiques, l'entretien des espaces publics (le nettoyage des routes, des rues, places publiques, cimetières, etc.) ainsi que la réception d'une autorité administrative ou politique en visite dans le village. Les pratiques de cofinancement sont matérialisées par des cotisations financières. Il s'agit des projets pour lesquels les différents acteurs reconstruisent socialement la propriété du village, font fi de leurs différences socioculturelles qui les caractérisent à l'origine pour se redéfinir comme une unité sociale homogène. Pour y parvenir, le village ainsi que les projets à réaliser sont présentés comme des propriétés collectives qui servent à tous. Sur cette base, l'on a recours à l'idéologie de la fraternité pour se désigner comme un même groupe social par l'emploi du « nous » ou du « notre » collectif pour désigner le village par opposition au « eux » utilisé pour distinguer les quartiers quand bien même la participation est faite en fonction des appartenances ethniques.

La production du village comme un bien collectif se traduit par la sédentarisation de longue durée et l'appropriation des espaces par les identités ethniques (quartier dioula, baoulé, mossi, etc.). En effet, chaque catégorie sociale se représente le village comme un espace vécu. En plus de cette appropriation du village comme un bien collectif, les *migrants* pensent être à l'origine du progrès des localités où ils se sont établis et à leur présence. La sédentarisation au lieu d'accueil donne sens à la participation au développement local. Par exemple, à Douaville, les *migrants* lient leur mobilisation autour des projets d'aménagement et d'amélioration du cadre de vie à la sollicitation des autochtones dida à l'effet de créer ensemble le village. C'est ce qu'exprime C.S. chef de communauté allogène à Douaville : « *Quand quelqu'un t'appelle de venir l'aider à faire quelque chose c'est-à-dire, à créer un village ensemble et que tu acceptes, vous devez toujours faire ensemble ce qui est bon pour le village.* »

Par ailleurs, la mobilisation autour des infrastructures socioéconomiques est associée à l'utilisation collective. Dans les villages, tous fréquentent les écoles, les dispensaires, les marchés, les routes, les espaces publics... La mobilisation des acteurs pour la construction et/ou la réhabilitation des infrastructures socioéconomiques s'inscrit dans cette logique d'utilisation collective. De ce fait, la mobilisation des différents acteurs autour des activités relatives à l'aménagement du cadre de vie obéit au principe de l'utilitarisme et du collectivisme.

En plus de cela, il y a la détention d'un lieu de sépulture. En effet, le cimetière est l'une des institutions qui permet de fonder un village ou de se sédentariser dans une localité. Le départ des migrants de Gnédagba carrefour pour le village de Kagbé est lié au refus du village de Gogobro de leur céder un lieu de sépulture. En tant qu'institution d'intégration, le cimetière crée chez les populations le sentiment d'appartenance au village. C'est pourquoi, les acteurs (migrants et autochtones) le considèrent comme un facteur de mobilisation autour des différentes activités de développement du village. Les données d'enquête ont révélé les Baoulés qui résident dans les campements satellites du village de Kagbé ont été interdits d'inhumer des corps dans le cimetière du village pour avoir refusé de résider et de participer au développement du village. À Douaville, les Dida ont mobilisé la tombe de Doua comme l'une des ressources sociales pour la fondation du village. À Hiré, l'histoire raconte que ce village a été créé lorsque Sapké Titré a décidé d'enterrer « son frère » dans son campement. Cela montre que le cimetière est l'une des « institutions » fondamentales de la création d'un village.

5.3. Système de gouvernance politique et enjeux de la participation au développement des villages de Hiré, Kagbé et Douaville

5.3.1. Système de gouvernance politique et le développement local

Il y a certes, une différenciation sociale entre les autochtones et les migrants, toutefois chaque catégorie sociale bénéficie d'une relative autonomie socio-politique. Rappelons que les migrants dans la Sous-préfecture de Hiré sont venus pour la plupart comme des manœuvres dans les plantations des autochtones. Ils vont surmonter la difficulté liée à l'accès à la terre par de multiples formes de relations avec leurs « tuteurs ». Parmi celles-ci, l'on peut noter le don, l'achat, le mariage avec une femme autochtone, le planté-partagé. La déconstruction de cette barrière sociale relative à l'accès à la terre a permis aux migrants de devenir aujourd'hui les plus grands producteurs agricoles de la localité. En conséquence, ils sont économiquement dominants et sont quotidiennement sollicités par leurs hôtes en cas de difficulté. Face à cette domination économique des migrants, les autochtones vont faire une main mise sur le pouvoir

politique villageois, l'organiser et le faire fonctionner dans le registre de l'autochtonie. Dans cette optique, aucun acteur migrant ne peut être ni membre, ni accéder à la chefferie centrale du village. En plus de cette restriction, les tenants du pouvoir au sein des catégories migrantes ne peuvent se prévaloir le titre de chef à l'exception du chef des autochtones du village. De par le repli sur le pouvoir politique, les autochtones parviennent à mobiliser les migrants dans le processus de développement du village. La maîtrise du pouvoir politique du village se matérialise par la mise à l'écart ou par la sélection des réunions ou des décisions auxquelles les migrants peuvent participer. Partant, les chefs des migrants sont désignés par les termes de représentants de communautés ethniques. Ces relations sociales au niveau politique entre les autochtones et les migrants renforcent le fonctionnement des chefferies particulières au sein du village. Dès lors, les migrants relativement fonctionnent sur le plan politique de manière autonome en réglant leurs différends et en réduisant les recours à la chefferie centrale du village.

Bien que les migrants soient mis à l'écart de l'accès et de la gestion du pouvoir politique, ils sont mobilisés et se mobilisent lorsqu'il s'agit des projets d'aménagement et de l'entretien du cadre de vie. Cela à travers le système de gouvernance et l'ordre politique mis en place par la chefferie centrale locale. En effet, dans cet ordre politique établi les chefs de migrants occupent des positions de relais d'information dans les rapports avec la chefferie des autochtones. La domination du champ politique par les autochtones participe à la mobilisation des migrants à prendre part au processus de développement local. De par la collaboration politique hiérarchisée entre les différentes chefferies, tous acteurs sociaux sont informés et s'activent à l'exécution des décisions prises. Au-delà, pendant les réunions publiques, le village est présenté comme une propriété collective qui nécessite l'apport et la contribution de tous les membres. Partant, les différents discours produits lors des réunions contribuent à soutenir les représentations sociales de chaque catégorie sociale pour le développement du village et de l'espace marqué par la communauté ethnique de son origine. Ce système de gouvernance mis en place est favorable au développement local. Toute action sociale étant sous-tendue par des enjeux, la participation des migrants au développement du lieu d'accueil est soutenue par des enjeux.

5.3.2. Les enjeux de la participation des migrants au développement du lieu d'accueil

La participation au processus de développement local surtout en ce qui concerne les migrants vise plusieurs enjeux à savoir l'intégration sociale, le prestige social et le repositionnement social ou à l'acquisition de nouveaux statuts. En effet, la mobilisation des migrants autour des

projets d'aménagement et d'amélioration du cadre de vie traduit la volonté d'intégration et de collaboration avec les autochtones. De par la contribution sociale et financière, les migrants créent des liens de rapprochement avec les autochtones. La participation au progrès du village transforme un tant soit peu les relations de domination en relation de collaboration, la distance sociale et culturelle en un rapprochement. La participation à la modernité du village par la réalisation d'un habitat constitue pour les migrants un moyen d'affirmation de l'identité et de l'appartenance au village. L'on note que les différents acteurs se construisent pendant les réunions comme « des frères ». Un rapport de parenté qui, investie dans la gouvernance politique par exemple, ne produit pas les mêmes résultats de la collaboration. Ainsi donc la mobilisation autour des différentes affaires est perçue comme un prestige social, non seulement par les migrants mais également pour la famille d'accueil.

Intégrer dans les différentes familles et ayant acquis des terres, les migrants sont devenus propriétaires de plusieurs exploitations agricoles. En conséquence, ils répondent aux différentes sollicitations des autochtones et de contribuent au développement de la localité d'accueil. L'acquisition de moyens financiers grâce à la production agricole, le transport et le commerce et l'immobilier façonne la figure du migrant qui passe du sollicitant au sollicité. En plus de posséder des habitations dans le village d'accueil, les migrants détiennent des logements dans les zones urbaines les plus proches en l'occurrence Hiré, Oumé et Divo qui sont mis en location. Cela se perçoit dans les propos suivants : « *C'est ma propre cour, elle commence là où se trouve la maisonnette jusqu'ici, l'autre qui est à côté aussi, c'est ma cour et voilà ma troisième cour que tu vois là-bas, j'ai trois cours. J'ai des lots dans les autres quartiers que je n'ai pas encore construits et j'ai un magasin de maïs.* » Un sénoufo à Hiré.

En effet, avec le développement de la localité observable par la présence des sociétés minières, des fonctionnaires, l'accès au loyer devient de plus en plus difficile et coûteux. Cette situation entraîne un engouement de toutes les populations à la réalisation de l'habitat locatif dans les villes les plus proches telles que Hiré, Oumé et Divo pour créer d'autres sources de revenu. L'exploitation de l'or ayant attiré de nombreuses populations vers la localité de Hiré stimule les populations à la construction de logements « décents » et pour la multiplication de leurs sources de revenus. « ... *Pour quelqu'un qui est ivoirien même si tu n'as pas eu l'argent pour construire dans ton village et que tu as construit où tu vis c'est bien. Voilà une deuxième maison que j'ai commencée, je suis chez moi.* » K. W. un sénoufo à Kagbé. Quant à B. D. un Koyaca à Kagbé, il affirme que : « *Kagbé est devenu chez nous, ça veut dire où tu es là, c'est là-bas il faut arranger... Même si tu construis un étage chez toi au village, c'est bien parce que c'est*

chez toi mais, ce n'est pas là-bas que tu dors. Aujourd'hui mon père ne vit plus mais s'il s'était mal comporté dans ce village, je pense que les gens n'allaient plus m'accepter ». Les enquêtes sont unanimes que la participation à la réalisation des projets d'aménagement et d'amélioration du cadre de vie dans le lieu de résidence est synonyme de grandeur et procure la fierté. C'est le signe de la réussite d'une sédentarisation définitive, et du prestige.

D'une manière symbolique, la participation au développement local confère aujourd'hui aux migrants des positions sociales auxquelles ils n'avaient pas accès auparavant telles que les fonctions de président de COGES, de président de coopératives agricoles. A Hiré sur un total de cinq (05) écoles primaires et quatre (04) collèges, un seul autochtone dida a été élu président de COGES. Même l'école qui se trouve dans le quartier dida (EPP Hiré-village) est dirigée par un migrant y compris la coopérative agricole. A Kagbé, la chefferie villageoise a décidé « volontairement » de confier la gestion de la deuxième école primaire du village aux migrants. Les migrants gagnent ainsi la confiance des *autochtones* dida par leurs contributions quotidiennes aux différentes activités menées dans le village. Cette confiance acquise leur confère de « nouveaux » statuts sociaux dans les villages. Ces « nouvelles » positions acquises par les *migrants* peuvent être analysées en termes de reconstruction identitaire et par ricochet de la citoyenneté locale.

6. DISCUSSION

L'objectif de cette étude est de comprendre deux situations paradoxales à savoir le développement des villages Hiré, Kagbé et Douaville (multiethniques) comparativement aux villages de Gogobro, Bouakako et Zaroko (mono-ethniques) de la Sous-préfecture de Hiré, malgré les déplacements constants qu'ils ont connu dans leur histoire ; et la mobilisation des migrants dans le processus de développement des villages d'accueil en dépit de la différenciation sociale et ethnique.

L'étude révèle dans un premier temps la capacité des villages de Hiré, Kagbé et Douaville à s'adapter et à faire face à la domination et aux différents conflits qui les opposaient aux villages voisins villages mono-ethniques. Dans le dynamisme évolutif, ces villages devenus multiethniques ont mis en place une organisation socioéconomique et politique qui leur a permis de surmonter cette domination pour devenir autonomes. Pour y parvenir, ces villages multiethniques ont mis en place des stratégies liées à la croissance démographique par l'accueil des migrants. Le développement ne pouvant pas être réalisé en dehors des hommes, les nouveaux venus (migrants) de par leurs activités commerciales et agricoles ont permis de faire

de ces localités des pôles d'attraction. Ces villages multiethniques ont ainsi réussi à renverser des situations défavorables en des positions favorables. Cette capacité à fonctionner comme des villages autonomes se manifeste par la reconnaissance de ce statut par l'autorité administrative (signature des arrêtés de nomination des chefs de village). Cette capacité d'adaptation et de résistance est dénommée la résilience. Partant, les résultats cette étude corroborent avec ceux de L. Bourcart (2015), et de P. Woloszyn (2017) qui montrent respectivement que la résilience est la capacité d'une société, d'une organisation, d'un individu à surmonter les conséquences d'une crise (catastrophe, épidémie, attentat, conflit, famine, crise économique) et la capacité à faire face à un impact donné par la réaction (dimension physique). En outre, elle reflète la capacité de réponse face à l'aléa par le développement de stratégie d'adaptation planifiée. Elle est sous-tendue par les capacités autonomes d'anticipation et de réactions face aux crises, aux difficultés (dimension sociale).

Dans un second temps, ce travail montre la capacité des différentes catégories sociales à passer d'une situation de différenciation sociale, de dominé à celle de l'intégration et du dominant. En effet, venus comme des manœuvres dans les exploitations agricoles des autochtones, la sédentarisation s'est caractérisée par la différence des espaces par les identités ethniques et la mise en place des organisations sociales particulières reflétant des appartenances ou des origines différentes. Une différenciation sociale qui s'est muée en une forme d'intégration sociale par l'autonomie acquise par ces migrants dans les rapports socioéconomiques et politiques. Sur ce point, cette étude va dans le même sens de celle de Koffi Aya L., (1991) qui soutient que les assignations identitaires de l'espace et l'isolement des *migrants* (baoulé) des villages d'accueil s'expliquent par la recherche de l'autonomie socio-politique. En se mettant à l'écart, les migrants (baoulé) s'érigent en maîtres de terres et d'éviter le contrôle des autochtones. Les résultats rejoignent également ceux de R. Yao Gnabéli (2002, 2007) qui montre que par la différence des espaces marqués, les migrants procèdent à la transplantation des structures et institutions de la zone de départ ou d'origine vers la zone d'accueil. A travers le système de la toponymie, les migrants transfèrent les noms des zones de départ vers les lieux d'accueil. Il s'agit d'un processus d'appropriation du sol et des espaces habités. Cette appropriation se manifeste par l'appellation des villages, des campements et des quartiers de villages marqués à travers les noms des lieux d'origine. Cependant, à travers l'hégémonie politique (le repli sur le pouvoir politique), les autochtones parviennent à impliquer les migrants dans le développement du cadre de vie. Le pouvoir politique constitue pour les autochtones l'espace d'équilibrage ou de domination des rapports de force face à la domination du champ

économique par les migrants. L'étude va dans le même sens que celle F. Akindès (2004) qui pense que le repli sur le pouvoir politique par les autochtones est une stratégie qui permet d'évincer la domination économique des migrants.

Dans un troisième temps enfin, l'étude démontre qu'en dépit de la différenciation sociale les migrants participent au développement des villages qui les ont accueillis dans la Sous-préfecture de Hiré. Ce résultat diffère de ceux de Schwartz A., Martinet F., et al., (1977) qui pensent que l'hégémonie politique et la différence des espaces marqués par les identités ethniques donnent sens au « refus » des migrants à prendre part au processus de développement et des activités du lieu d'accueil et de la vie menée dans les habitats précaires. Il diffère en outre du résultat de J. P. Dozon (1997) pour qui, la revalorisation de l'identité autochtone (locale et nationale) par les autorités politiques et administratives explique la non-participation des migrants à l'amélioration de leurs cadres de vie et partant du développement des lieux d'accueil. Dans le même sens, ce résultat s'oppose à celui de Yao Gnabéli R. (2005) qui lie la non-participation des migrants au développement à la faible intégration. Celle-ci est liée au niveau symbolique à la déculturation ou encore à la négation des propriétés culturelles des allogènes par les locaux. Au niveau social, la non-modernisation de l'habitat est renforcée par les modes fonctionnement des associations d'originaires qui convoquent et invitent à moderniser les villages dans le registre de l'origine implicitement réduite à celle des autochtones. Enfin, l'étude se différencie de celle de S. Y. Koffi et Y. C. Akoué (2016) qui soutiennent que la faible participation des migrants (burkinabè) au développement du lieu d'accueil (Bouaflé) est liée à la faiblesse des revenus agricoles mobilisés ainsi qu'à leur non-intégration spatiale et psychologique.

CONCLUSION

De l'analyse comparative des villages de la Sous-préfecture de Hiré, il ressort que les localités où se sont sédentarisés les migrants connaissent un niveau de développement plus avancé que celles qui sont restées relativement mono-ethniques. Longtemps restés sous la domination des voisins, les villages de Hiré, Kagbé et Douaville sont devenus « plus modernes » et attirent les investisseurs. Au regard des infrastructures socioéconomiques dont ils disposent, ces villages sont devenus dominants dans les rapports sociaux inter-villages. Ces villages qui ont été fondés suite à des conflits interfamiliaux (Hiré et Kagbé) ou à des conflits liés au pouvoir politique (Douaville) ont connu un accroissement démographique grâce la sédentarisation des migrants. Contrairement à ce que l'on sait du rapport migration et développement des lieux d'accueil en

situation de différenciation sociale, cette étude montre que malgré les rapports différenciés, les migrants participent au développement des villages d'accueil. Cette mobilisation des migrants au processus de développement du lieu où ils se sont sédentarisés s'expliquent par les rapports sociaux entretenus avec les autochtones. En effet, de par leur relative autonomie sociopolitique et du fait de l'hégémonie politique des autochtones (domination du pouvoir politique), les migrants se mobilisent ou sont mobilisés à contribuer au développement local. Installés dans des quartiers différents de ceux des autochtones, les migrants ont développé leur propre autonomie sociopolitique qui reflètent l'organisation sociale du lieu d'origine. Cette déconstruction de la différenciation sociale qui se traduit par la différence de quartiers, de chefferies, d'association, etc. fonctionne comme une intégration sociale par l'autonomie. Elle a permis aux migrants de s'approprier l'espace d'accueil et d'y investir. Par ailleurs, la participation des migrants au développement du lieu d'accueil se traduit par la production des idéologies relatives à la propriété collective du village et par la redéfinition des différentes catégories sociales comme une unité sociale homogène pendant les réunions. Outre, la construction de la parenté sociale par les acteurs, l'on note la domination du pouvoir politique villageois par les autochtones qui permet à cette catégorie de mobiliser les migrants autour des projets d'aménagement local. L'usage du pouvoir politique permet également de responsabiliser les migrants en leur confiant la gestion de certaines structures telles que les Comité de Gestion des Etablissements Scolaires (COGES). L'acquisition de ces statuts sociaux par les migrants leur permet de se repositionner socialement et d'acquérir des prestiges sociaux. Il ressort ainsi que le système de gouvernance local est déterminant dans la participation des migrants au processus de développement du lieu d'accueil. Dès lors, les résultats de la présente étude contribuent à l'enrichissement de la problématique relative à la migration et au développement des lieux d'accueil. Dès lors, elle ouvre une autre perspective de recherche approfondie sur les pratiques et les représentations sociales de la mobilisation des migrants au développement local dans les villages multiethniques de la sous-préfecture de Hiré.

REFERENCES :

AKINDES Francis, 2004, « Les racines de la crise militaro-politique en Côte d'Ivoire », *Séries de monographies*, 251 p.

AKINDES Francis, 2008, « Racines des crises socio-politiques en Côte d'Ivoire et sens de l'histoire ». In : OUEDRAOGO, Jean-Bernard et SALL, Ebrima (dir.) *Frontières de la citoyenneté et violence politique en Côte d'Ivoire*. Dakar : Graphiplus, 2008, pp 25-62.

BADIE Bertrand, BRAUMAN Rony et al., 2008, *Pour un autre regard sur les migrations*, Éditions La Découverte, Paris, 101 p.

BOURCART Léo, 2015, *Emergence et usages du concept de résilience dans les mondes académique et institutionnel*, thèse pour l'obtention du grade de Docteur de l'Université de Grenoble Alpes, 368 p.

Carpenter, S., Walker, B., Anderies, J. M., & Abel, N. (2001). From metaphor to measurement: resilience of what to what? *Ecosystems*, vol. 4, n°8, pp 765-781.

DOZON Jean-Pierre, 1997, « L'étranger et l'allochtone en Côte d'Ivoire », *le modèle ivoirien en question. Crises, ajustements, recompositions*. Paris : Karthala-Orstom, pp. 779-798.

KOFFI AYA Laurentine, 1991, *Mouvements migratoires et influence culturelle en milieu rural : le cas du Sud-ouest ivoirien*. Abidjan : ORSTOM, 16 p.

KOFFI Simplicie Yao et AKOUE Yao Claude, 2016, « Migrations Burkinabè, économie agricole et développement local à Bouaflé centre-ouest de la Côte d'Ivoire », *Revue internationale de recherches et d'études interdisciplinaires*, n°24, PP 45-57.

KOFFI Koumékan J. M., 2014, « Résilience et sociétés : concepts et applications », *Ethique et économique/Ethics and economics*, 11 (1), 14 p. <http://ethique-economique.net/>

OCDE/Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales, 2017, « Quelle est l'incidence des migrations sur le développement en Côte d'Ivoire ? », dans *Interactions entre politiques publiques, migrations et développement en Côte d'Ivoire*, Éditions OCDE, Paris, 121 p.
DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264277090-8-fr>

OUREGA Dabé Laurent, 2023, « Pratiques et enjeux des rapports différenciés autochtones et migrants dans la sous-préfecture de Hiré (Côte d'Ivoire) », *Revue espaces africains*, vol. 1, n° 3, pp 153-166.

YAO GNABELI Roch, 2002b, « Lutttes politiques et identités collectives en Côte d'Ivoire », *Journal des Anthropologues*, n°88-89, pp 161-184.

YAO GNABELI Roch, 2005b, « Reconstruction identitaire chez les orateurs des Sorbonnes, Sénats et Parlements des quartiers d'Abidjan », *Revue Ivoirienne d'Anthropologie et de Sociologie, Kasa Bya Kasa*, n°7, pp. 33-45.

YAO GNABELI Roch, 2007, « Autochtones et allochtones sédentarisés en milieu rural ivoirien : processus d'intégration et logiques de différenciations », *Annales de l'université Omar Bongo*, n°13, 2007, pp 247-260.

WOLOSZYN Philippe, 2017, « Les temporalités de la résilience, un modèle complexe ? », *Colloque Penser et faire la Résilience. Risques et territoires*, 9 et 10 Mars 2017, Pau, France, 8 p.

TERRAY Emmanuel, 1969, « L'organisation sociale des Dida de Côte d'Ivoire », *Annales de l'Université d'Abidjan*, série F – Tome 1, Fascicule 2, 374 p.